

**Consultation publique de la Commission de Régulation de l'Energie  
du 1<sup>er</sup> juillet 2015 relative à l'évolution des règles d'équilibrage sur les  
réseaux de transport de gaz au 1er octobre 2015  
-- Réponses de l'UNIDEN --**

**Question 1** : *Etes-vous favorable à la mise en œuvre par les GRT de ces deux services de flexibilité basés sur le stock en conduite ?*

Nous ne sommes pas défavorables à ces deux services de flexibilité basés sur le stock en conduite, dès lors qu'ils auront démontré leur pertinence, à savoir d'une part une discipline collective malgré le prix apparemment attractif, et d'autre part la conservation d'une stabilité du système gazier. C'est pourquoi nous souhaitons qu'ils soient introduits de manière transitoire et évalués à travers un REX permettant alors de les adapter (voire de les supprimer s'ils s'avèrent plutôt négatifs).

**Question 2** : *Etes-vous favorable à ce que l'apurement soit réalisé sur la moyenne des prix moyens journaliers du mois ou considérez-vous qu'un prix d'apurement pondéré par le déséquilibre de chaque journée est préférable ?*

Il est absolument nécessaire de privilégier un prix d'apurement pondéré par le déséquilibre spécifique de chaque expéditeur sur chaque journée, de manière à absolument responsabiliser chacun au service du système gazier français et à éviter des biais de comportements non vertueux. Le système de prix moyen mensuel proposé par GRT gaz créerait des risques financiers pour les opérateurs, et des possibilités d'arbitrage vers la fin du mois quand il deviendrait possible d'anticiper la valeur du prix moyen mensuel.

**Question 3** : *Etes-vous favorable aux critères d'éligibilité des journées proposés par les GRT ?*

Nous partageons l'avis de la CRE, à savoir que toute journée où un GRT a dû intervenir, que ce soit via le marché, ou via du stockage, ou via un « produit localisé » (tel que proposé plus loin) --non exhaustif--, doit être considérée comme non éligible au service de flexibilité, puisqu'il s'agit clairement d'une journée de déséquilibre physique fort du système gazier (sur la zone d'équilibrage considérée).

**Question 4** : *Que pensez-vous des modalités d'interruption spécifiques à chaque zone d'équilibrage, notamment entre TIGF et GRTgaz Sud ?*

Nous partageons l'avis de la CRE, à savoir que l'éligibilité du service de flexibilité en Zone TRS doit être homogène. Si ce n'était techniquement pas possible lors de la 1<sup>ère</sup> année expérimentale, alors :

- Durant l'année expérimentale, le service de flexibilité ne devrait être appliqué en zone TRS qu'exclusivement les jours où le réseau est équilibré dans tout TRS, c'est-à-dire à la fois en TIGF et en GRTgaz Sud (par application des critères restant encore spécifiques à chacun des 2 GRT)
- Cette divergence ne devrait pas subsister au-delà de l'année expérimentale.

**Question 5** : *Etes-vous favorable aux modalités de souscription du service proposées par les GRT ?*

Nous sommes favorables à ce que les services soient ouverts à tout expéditeur détenant de la capacité de livraison raccordée au réseau de transport sur la zone d'équilibrage concernée. A ce titre, même si ce n'est

pas majeur, il nous semblerait souhaitable que GRTgaz accorde à un expéditeur la liberté de ne souscrire éventuellement le service que sur une zone d'équilibrage (pas forcément sur les 2 à la fois).

***Question 6 : Etes-vous favorable à l'intégration de l'apurement du service au compte de neutralité financière de l'équilibrage ?***

Nous sommes favorables à l'intégration de l'apurement du service au compte de neutralité dans la mesure où l'équilibrage doit être neutre financièrement pour les transporteurs.

***Question 7 : Etes-vous favorable à la tarification proposée par les GRT ?***

Nous ne sommes pas défavorables à la tarification proposée par les GRT (\*). Toutefois il est important que le niveau de tarification de ces services incite clairement tous les acteurs à des comportements vertueux et favorise une démarche de progrès continue de leur part, ceci afin d'éviter un relâchement plus ou moins généralisé des expéditeurs, pouvant alors conduire à des écarts fréquents donc des déséquilibres nécessitant de plus fréquentes interventions des GRT – ce qui pénaliserait le système et l'ensemble des acteurs.

(\*) : Le seul bémol serait le rabais tarifaire de 50% pour tout point de livraison de site profilé, dont la justification nous semble pour le moins fragile.

***Question 8 : Etes-vous favorable à une expérimentation permettant d'étudier l'efficacité du recours aux produits localisés ?***

L'UNIDEN a participé depuis le début au sous-groupe de travail « Locational ». L'UNIDEN remercie le travail de clarification du besoin et de la solution proposée tout au long des 6 réunions.

Le produit locational nous semble tout à fait adéquat pour répondre au besoin de GRTgaz dans certaines configurations de réseau (même si elles ont une probabilité d'occurrence relativement faible -- mais réelle comme au 2<sup>ème</sup> semestre 2013).

L'UNIDEN soutient la proposition de GRTgaz pour la phase d'expérimentation (avec présentation d'un retour d'expérience). L'UNIDEN estime en effet qu'il est essentiel de réaliser au terme de cette phase une analyse coût/bénéfice du service rendu par le dispositif le quel, bien sûr, aura dû être activé au moins une fois sur cette période d'expérimentation. Le résultat de cette analyse coût/bénéfice sera évidemment fortement dépendante des prix des offres.

Nous demandons cependant que la flexibilité potentielle de consommations industrielles soit pleinement incluse, dès que possible, dans l'appel d'offres de produits localisés. Nous sommes bien évidemment disposés à faire des suggestions quant aux modalités opérationnelles spécifiques qui pourraient s'appliquer pour de telles offres (point de renomination, vérification a posteriori). L'exclusion temporaire actuelle ne devra donc pas subsister au-delà de la 1<sup>ère</sup> année expérimentale.

***Question 9 : Etes-vous favorable aux critères de déclenchement, aux critères de participation et au déroulé de l'appel d'offres proposés par GRTgaz ?***

Nous sommes favorables aux critères de déclenchement proposés et aux critères de participation proposés. Pour ce qui est du déroulé de l'appel d'offres, nous partageons le souci exprimé par la CRE qu'un horaire tardif est susceptible de réduire l'accessibilité aux appels d'offres, donc la liquidité et la pertinence des offres disponibles. Il nous semble par ailleurs que le « minimum de trente minutes pour saisir les offres » risque d'être un peu court s'il est appliqué à ce niveau, et donc par là trop sélectif (cf le marché d'ajustement électrique qui accorde plus de temps).

***Question 10 : Etes-vous favorable aux contrôles et aux niveaux de pénalités proposés par GRTgaz ?***

Nous estimons que le niveau de pénalités est suffisamment important pour éviter toute manipulation ou négligence de la part des opérateurs. Cependant, il faut veiller à ce que le niveau de pénalité qui est proposé ne soit pas dissuasif pour les expéditeurs qui peuvent soutenir le réseau en dernier recours. Typiquement, le risque opérationnel qui pourrait arriver (impossibilité d'envoyer le mail, indisponibilité des

portails, erreur de saisie, écrêtement non anticipé,...) pourrait freiner certains expéditeurs qui pourraient y voir plus à y perdre qu'à y gagner.

Nous sommes par ailleurs très favorables à la proposition des GRT d'effectuer a posteriori des contrôles détaillés afin de vérifier par exemple si les expéditeurs ayant répondu à l'appel d'offre n'ont pas éventuellement déclenché son besoin.

***Question 11 : Etes-vous favorable à l'intégration des produits localisés dans le compte de neutralité financière au titre de l'équilibrage pendant la période d'expérimentation ?***

Nous sommes tous à fait favorables à l'intégration des produits localisés dans le compte de neutralité financière au titre de l'équilibrage pendant et après la période d'expérimentation.

***Question 12 : Etes-vous favorable à l'intégration, à terme, des produits localisés dans le calcul du prix marginal de règlement des déséquilibres ?***

l'UNIDEN aimerait tout d'abord savoir si les volumes retenus des produits localisés seront publiés dans Smartgaz (comme le sont publiés actuellement les volumes d'intervention sur les fenêtres 1, 2 et 3) – ce qui semblerait souhaitable. De plus, nous souhaiterions plus de clarification sur la prise en compte de ces offres dans le calcul du prix moyen du jour.

Nous appuyons fortement la proposition de GRTgaz et de la CRE de ne pas, au moins pendant la phase d'expérimentation, intégrer les offres de produits localisés dans le calcul du prix marginal.

Nous préférons attendre le retour d'expérience de la phase d'expérimentation pour nous prononcer sur la proposition de prise en compte à terme des produits localisés dans le calcul du prix marginal de règlement des déséquilibres.

***Question 13 : Etes-vous favorable à l'ouverture par GRTgaz d'une nouvelle fenêtre d'intervention au titre de l'équilibrage à 14h25 en intrajournalier (within-day) ?***

l'UNIDEN est en faveur, partageant ainsi l'avis de la CRE, de permettre à GRTgaz d'intervenir plus tôt dans l'après-midi afin d'anticiper un besoin critique.

Toutefois, la CRE devrait considérer le cas particulier des week-ends et jour fériés, jours de faible liquidité, engendrant des risques de prix erratiques et extrêmes : Afin d'aider à l'amélioration de la liquidité, le nombre d'interventions de GRT Gaz devrait être réduit, et éventuellement même un fixing unique devrait être envisagé

***Etes-vous favorable à l'ouverture par GRTgaz de fenêtres d'intervention supplémentaires à 7h25 en intrajournalier (within-day) et à 23h25 en J+1 (day-ahead) ?***

Nous ne sommes pas du tout favorables à l'ouverture d'une fenêtre DA, car, comme la CRE le souligne cela constituerait un retour en arrière. En ce qui concerne la fenêtre de 7h25 nous ne sommes pas défavorables à son intégration.

***Question 14 : Etes-vous favorable à l'évolution du mode d'apurement du compte de neutralité proposé par GRTgaz ?***

Nous n'avons pas d'objection à la proposition de GRTgaz. Cependant, nous serions intéressés par une analyse économique de ce décalage temporel sur le compte de neutralité.